

Annexe I: Liste des cas impliquant des sanctions ou des personnes sanctionnées [25] [26]

Cas contre les Etats membres de l'UE

Nom du cas	Fondement juridique	Année	Statut	Description	Montant
Belaruskali c. Lithuanie	TBI Biélorussie–Lituanie (1999)	2023	En cours	Le producteur biélorusse de potasse Belaruskali, entreprise publique, conteste la résiliation d'un contrat par la Lituanie à la suite de la décision de l'UE d'imposer des sanctions	12 milliards \$ US réclamés
Fridman c. Luxembourg	TBI Belgique/Luxembourg–Fédération de Russie (1989)	2024	En cours	Demandes découlant de la décision du gouvernement de geler les avoirs de l'oligarque russe à la suite de l'imposition de sanctions par l'UE à l'encontre du demandeur.	16 milliards \$ US réclamés
Hasenberg c. Lithuanie	TBI Lituanie–Suisse (1992)	2024	En cours	On dispose de peu d'informations publiques sur cette affaire, mais elle a été introduite par une entité suisse actionnaire d'un terminal d'exportation en Lituanie, co-détenu avec Belaruskali. Ce terminal semble avoir été affecté par les sanctions imposées par l'UE au secteur biélorusse des engrangements potassiques.	Inconnu

Nom du cas	Fondement juridique	Année	Statut	Description	Montant
Karapetyan c. France	TBI France–Arménie (1995)	2025	En cours	La villa de la Côte d'Azur appartenant à l'homme d'affaires russo-arménien Samvel Karapetyan a été saisie par les autorités françaises. Karapetyan est le propriétaire de l'un des plus grands conglomérats industriels et de constructions russes, le groupe Tashir, accusé de blanchiment d'argent et d'avoir agi comme intermédiaire pour le géant russe du pétrole et du gaz sanctionné, Gazprom	Inconnu
Investisseurs russes dans Euroclear c. Belgique	TBI Belgique/Luxembourg–Fédération de Russie (1989)	2025	Quatre avis de différends déposés	Quatre avis de différends ont été déposés en septembre et octobre 2025 par quatre investisseurs russes contestant la décision de l'UE de geler les titres et liquidités russes traités via Euroclear. Après une période de carence de six mois, les demandes pourront être portées devant l'arbitrage.	Inconnu

Cas contre d'autres pays liés aux sanctions concernant l'Ukraine

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
Volga-Dnepr Cargo Airlines c. Canada	TBI Canada–URSS	2024	En cours	Après l'invasion russe de l'Ukraine, le Canada a fermé son espace aérien aux avions russes et a sanctionné les compagnies aériennes russes. Un avion cargo qui était stationné à l'aéroport de Toronto a été saisi. La compagnie aérienne a initié des poursuites.	Au moins 100 millions \$ US
Makarov c. Canada	TBI Canada–Moldavie (2018)	2025	Avis de différend soumis	Igor Makarov, milliardaire moldave et chypriote, aurait soumis un avis de différend à la suite de la décision du Canada de le maintenir sur sa liste de sanctions. En août 2024, la Cour fédérale du Canada a rejeté la contestation de M. Makarov contre le refus du Canada de le radier de cette liste.	<u>250 million \$ US</u>

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
Fridman c. Royaume Uni	Probablement TBI Russie-Royaume Uni	2025	En cours	Une question parlementaire a <u>révélé</u> qu'un recours est en cours par le milliardaire russe Mikhail Fridman contre les sanctions imposées par le Royaume-Uni, après des mois de <u>rumeurs</u> en ce sens. Très peu d'informations publiques sont disponibles sur l'affaire, de sorte que le montant réclamé, le fondement juridique, les arbitres et le siège de l'arbitrage ne sont pas connus.	Inconnu

Menaces de cas contre des sanctions

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
Rosneft c. Allemagne	Probablement TBI Allemagne-Russie (1989)	-	Menace	Les actifs de la compagnie pétrolière russe publique Rosneft, dont l'une des plus grandes raffineries d'Allemagne, ont été placés sous administration fiduciaire en Allemagne. Rosneft a contesté cette administration devant les tribunaux nationaux et a menacé à plusieurs reprises d'engager une procédure d'arbitrage si les actifs devaient être nationalisés.	Inconnu, mais des actifs supposés d'une valeur de 7 milliards \$ US
ABH Holdings c. Chypre	Pas clair	-	Menace	Mikhail Fridman a menacé de poursuivre Chypre en justice pour ne pas avoir approuvé la vente de ses actifs à temps, ce qui lui aurait permis d'éviter d'être sanctionné par l'UE. Il réclame 7 milliards \$ US. Le traité d'investissement sur lequel pourrait se fonder sa demande n'est pas clairement identifié.	7 milliards \$ US de pertes alléguées

Cas contre l'Ukraine depuis l'invasion de 2022

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
ABH Holdings c. Ukraine	TBI Belgique/Luxembourg - Ukraine (1996)	2023	En cours	Après que l'Ukraine a nationalisé Sense Bank (anciennement Alfa Bank), en raison de sa participation partielle par les investisseurs russes sanctionnés Mikhail Fridman et Petr Aven, la société ABH Holdings, enregistrée au Luxembourg, a déposé une demande d'arbitrage (RDIE) contre le pays.	1 milliard \$ US réclamés
CTF Holdings c. Ukraine	TBI Belgique/Luxembourg - Ukraine (1996)	2024	En cours	Après que le Conseil national de sécurité et de défense ukrainien a imposé des sanctions contre CTF Holdings, en raison de ses liens avec l'oligarque russe Mikhail Fridman, la société de boissons enregistrée au Luxembourg a déposé une demande d'arbitrage (RDIE) contre l'Ukraine.	Inconnu
Smart Energy & Ukrzavydobutok c. Ukraine	TBI Pays Bas - Ukraine (1994)	2025	En cours	La filiale ukrainienne de Smart Energy, Ukrzavydobutok, qui exploite une activité de condensat de gaz, a été sanctionnée en raison de sa relation avec l'homme d'affaires russe sanctionné Vadym Novynskyi. Smart Energy soutient qu'elle est détenue par une fiducie chypriote et a engagé une procédure d'arbitrage (RDIE) contre l'Ukraine.	Inconnu
Enwell Energy c. Ukraine	TBI Royaume Uni - Ukraine (1993)	2025	En cours	Les licences d'exploration et d'exploitation gazière d'Enwell Energy ont été suspendues par l'Ukraine en raison de sa relation avec l'homme d'affaires russe sanctionné Vadym Novynskyi. La société affirme qu'elle est détenue par une fiducie chypriote et a engagé une procédure d'arbitrage (RDIE) contre l'Ukraine.	Inconnu

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
E.M.I.S. Finance c. Ukraine	TBI Pays Bas – Ukraine (1994)	2025	En cours	EMIS a accordé des prêts à ABH pour sa prise de contrôle de Sense Bank (voir ABH Holdings c. Ukraine ci-dessus), en émettant des titres de participation aux prêts. Elle soutient qu'elle est ainsi devenue investisseur dans la Sense Bank nationalisée et poursuit l'Ukraine pour 400 millions \$ US.	400 millions \$ US réclamés
AEROC Investment Deutschland c. Ukraine	TBI Allemagne-Ukraine (1993)	2025	En cours	Une société de ciment liée à l'oligarque russe Andrey Molchanov, inscrit sur la liste des sanctions ukrainiennes en mai 2023, a déposé cette demande. Un tribunal ukrainien avait ordonné la saisie des actions de Molchanov dans la société Aeroc, en raison de son soutien à l'effort de guerre russe contre l'Ukraine, notamment par le paiement de taxes au gouvernement russe et sa contribution à la construction de logements pour le personnel militaire.	Inconnu
Tatneft c. Ukraine	TBI Russie-Ukraine (1998)	2025	Avis de différend soumis	Le géant russe du pétrole et du gaz Tatneft a entrepris les premières démarches pour engager une procédure d'arbitrage (RDIE) contre l'Ukraine, car le gouvernement ukrainien l'a sanctionné, a gelé ses actifs et les a transférés à une agence publique ukrainienne	Plusieurs centaines de millions \$ US
Optim Holding c. Ukraine	TBI Autriche-Ukraine (1996)	2025	En cours	On ne sait pas exactement de quoi il s'agit, mais <u>IA Reporter a rapporté que</u> : « Le demandeur a été inscrit sur la liste des sanctions de l'Ukraine. Selon les informations, il serait propriétaire de la société Optim Trading Company basée à Kiev, ainsi que de deux entités russes (Tecnotrade LLC et Optim Trading Company LLC) et aurait prétendument continué à faire des affaires en Russie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Toujours selon le même rapport, ces sociétés seraient toutes contrôlées par l'homme d'affaires ukrainien Oleg Zudov. »	Inconnu

Cas contre l'Ukraine après l'invasion de 2014 [27]

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
JKX Oil & Gas c. Ukraine	Traité sur la charte de l'énergie (1998), TBI Royaume Uni – Ukraine (1993), TBI Pays Bas –Ukraine (1994)	2015	Gagné par l'investisseur	The oil and gas company JKX was awarded 12 million USD plus interest after Ukraine granted a state-owned company a temporary monopoly and imposed capital controls that prevented the payment of dividends to the UK, following the Russian invasion of Crimea and Eastern Ukraine.	12 million USD + interest awarded
Emergofin and Velbay c. Ukraine	TBI Pays Bas – Ukraine (1994)	2016	Suspendu	La demande a été déposée après que l'Ukraine a nationalisé deux filiales du producteur russe d'aluminium sanctionné Rusal, considéré comme une menace pour la sécurité nationale. L'affaire est actuellement suspendue et très peu d'informations sont disponibles publiquement.	Inconnu
Vnesheconombank (VEB) c. Ukraine	TBI Russie-Ukraine (1998)	2019	En cours, phase de fond	Après que l'Ukraine a imposé des restrictions sur les actifs ukrainiens de la banque publique russe de développement VEB, suite à l'annexion de la Crimée et de certaines parties de l'Ukraine orientale par la Russie, VEB a déposé une demande d'arbitrage. L'affaire est toujours en cours devant la Chambre de commerce de Stockholm. L'Ukraine a résilié son TBI avec la Russie en 2023, qui est devenu effectif en janvier 2025. Cela est peu susceptible d'avoir une incidence sur l'affaire	Inconnu
Wang Jing et al. c. Ukraine	TBI Chine-Ukraine (1992)	2020	En cours	Après que l'Ukraine a imposé des sanctions à des investisseurs chinois et a déclaré illégale leur participation dans une entreprise ukrainienne de fabrication de moteurs d'avions et d'hélicoptères, les investisseurs ont déposé une demande d'arbitrage (RDIE) pour 4,6 milliards \$ US.	4.6 milliards \$ US réclamés

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
Ostchem c. Ukraine	Traité sur la Charte de l'Energie (1998)	2022	Suspendu	En 2021, la Cour suprême ukrainienne a refusé l'exécution d'une sentence de RDIE de 2016, car les droits sur cette sentence avaient été cédés à Gazprombank, une entité russe sanctionnée par l'Ukraine. En réponse, Ostchem a déposé une nouvelle procédure de RDIE auprès de la Chambre de commerce de Stockholm, qui est actuellement suspendue.	Inconnu

Autres affaires intentées par des personnes ou entités sanctionnées

Nom du cas	Fondement	Année	Statut	Description	Montant
Nord Stream 2 c UE	Traité sur la Charte de l'Energie (1998)	2019	en cours	La société Nord Stream 2 AG, basée en Suisse, a initié des poursuites contre l'UE en 2019 en raison de sa politique de dissociation des activités, qui exige une séparation entre les propriétaires des infrastructures de transit de gaz et le propriétaire du gaz transporté. Nord Stream 2 a estimé ses dommages à 8 milliards d'euros. L'affaire a été suspendue et relancée à plusieurs reprises après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. <u>Nord Stream 2</u> est désormais soumise aux sanctions de l'UE.	Plus de 8 milliards d'euros réclamés (9.3 milliards \$ US)
Severgroup & KN Holdings vc France	TBI France-Russie (1989)	2021	en cours	Severgroup, détenue par la famille de l'oligarque russe Alexey Mordashov, a initié des poursuites contre la France en 2021 pour 4,5 milliards d'euros, en raison du refus des autorités françaises de lui délivrer des licences d'exploitation aurifère pour un projet en Guyane française. Après que Mordashov a été placé sous sanctions en février 2022, l'affaire a été suspendue. Elle a maintenant repris, alors que Mordashov est toujours soumis aux sanctions.	4.56 milliards \$ US réclamés

Annexe II: Liste des traités bilatéraux d'investissement européens avec l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie

Pays	TBI avec l'Ukraine	Affaires contre l'Ukraine (ciblant les sanctions)	TBI avec la Russie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie	TBI avec la Biélorussie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie
Autriche	En vigueur	2 (1)	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	15 ans
Belgique	En vigueur	1	En vigueur	4 (4)	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Bulgarie	En vigueur	-	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Croatie	En vigueur	-	Signé (pas en vigueur)			En vigueur	-	10 ans
Chypre	Aucun		Signé (pas en vigueur)			En vigueur	1	10 ans
République Tchèque	En vigueur	-	En vigueur	-	?	En vigueur	-	10 ans

Pays	TBI avec l'Ukraine	Affaires contre l'Ukraine (ciblant les sanctions)	TBI avec la Russie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie	TBI avec la Biélorussie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie
Danemark	En vigueur	-	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Estonie	En vigueur	1	Aucun	-	-	Signé (pas en vigueur)		
Finlande	En vigueur	-	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	20 ans
France	En vigueur	-	En vigueur	1	15 ans	Signé (pas en vigueur)		
Allemagne	En vigueur	3 (1)	En vigueur	-	20 ans	En vigueur	-	20 ans
Grèce	En vigueur	1	En vigueur	-	15 ans	Aucun		-
Hongrie	En vigueur	-	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Irlande	Aucun		Aucun		-	Aucun		-
Italie	Terminé	-	En vigueur	-	10 ans	Terminé		-

Pays	TBI avec l'Ukraine	Affaires contre l'Ukraine (ciblant les sanctions)	TBI avec la Russie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie	TBI avec la Biélorussie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie
Lettonie	En vigueur	-	Aucun		-	En vigueur	-	20 ans
Lithuanie	En vigueur	1	En vigueur	3	10 ans	En vigueur	1 (1)	10 ans
Luxembourg	En vigueur	2 (2)	En vigueur	1 (1)	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Malte	Aucun	-	Aucun		-	Aucun		-
Pays Bas	En vigueur	6 (4)	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	15 ans
Pologne	En vigueur	-	Signé (pas en vigueur)		-	En vigueur	-	10 ans
Portugal	En vigueur	-	Signé (pas en vigueur)		-	Aucun		-
Romanie	Signé (pas en vigueur)		En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	10 ans

Pays	TBI avec l'Ukraine	Affaires contre l'Ukraine (ciblant les sanctions)	TBI avec la Russie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie	TBI avec la Biélorussie	Affaires contre des pays européens (ciblant les sanctions)	Durée de la clause de survie
Slovaquie	En vigueur	-	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Slovénie	En vigueur	-	Signé (pas en vigueur)	-		Signé (pas en vigueur)		
Espagne	En vigueur	-	En vigueur	-	10 ans	En vigueur	-	10 ans
Suède	En vigueur	1	En vigueur	-	10 ans	En vigueur	-	20 ans
Suisse	En vigueur	1	En vigueur	-	15 ans	En vigueur	-	10 ans
Royaume Uni	En vigueur	3 (2)	En vigueur	1 (1)?	15 ans	En vigueur	-	20 ans
<i>Total</i>	<i>24 TBI en vigueur</i>	<i>22 (10)</i>	<i>20 TBI en vigueur</i>	<i>10 (6)</i>		<i>21 TBI en vigueur</i>	<i>2 (1)</i>	